

Yves Sintomer

Désaffiliation politique et vote frontiste dans l'ancienne banlieue rouge L'exemple du quartier Allende à Saint-Denis

(in F. Haegel, H. Rey, Y. Sintomer dir, *Xénophobie en banlieue. Effets et expressions*, L'Harmattan, Paris, 2000)

« L'avantage de [l'ancien] maire, il faut dire ce qui est, c'est qu'il était en cité comme nous [...] Berthelot c'est vrai que c'était un petit pépé un petit peu alcoolo, on a le droit de le dire. Son QG c'était pas la mairie, c'était le café situé en face de la mairie. Si on avait besoin de notre maire on allait au café et pas en mairie pour le voir. Mais il y avait, c'est l'avantage, le côté humain. Moi, il m'a reçue à 7 heures du matin chez lui avec brosse à dents à la main et en pyjama, et je peux dire que Braouezec, le nouveau maire, non, il aurait fallu qu'il enfle d'abord son costard [...] et non, il m'aurait pas reçue. Berthelot m'a reçue et dans la journée même, on m'a rendu mon appartement... »

(Une électrice frontiste, secrétaire de direction au chômage, racontant comment elle fut expulsée de son logement HLM pour impayés de loyer)

L'électorat d'un parti qui dépasse les 10% des voix est forcément composite et résulte de la combinaison de facteurs très divers dans des zones géographiques contrastées. Les lignes qui vont suivre ambitionnent d'éclairer une facette du vote frontiste en interrogeant ses ressorts dans un quartier périphérique de Saint-Denis (93), la cité Allende¹. L'un des traits les plus frappants de ce contexte emblématique de l'ancienne banlieue rouge est constitué par la désaffiliation politique massive à l'égard des structures d'encadrement politique de la ville ouvrière. Dans une première partie, j'analyserai les dimensions principales de ce processus et me demanderai s'il est compensé par des dynamiques de réaffiliation. Un second temps permettra de cerner en quoi ce contexte spécifique permet de mieux comprendre le vote frontiste sur le quartier, et se demandera si ce vote peut être considéré comme un mode de réaffiliation politique dans cette banlieue populaire².

La notion de « désaffiliation » a été mise en avant par Robert Castel pour éviter les ambiguïtés et les impasses véhiculées par le terme d'« exclusion », qui désigne une population (les « out ») qui serait coupée du reste de la société (les « in »). À l'inverse, Robert Castel

¹ Construite en 1971, la cité Allende constitue l'élément principal de l'un des quartiers périphériques de la ville, à proximité de l'Université de Paris VIII, comptant 1.230 logements sociaux et une zone pavillonnaire, soit au total un peu plus de 5.000 habitants. Il s'agit d'un quartier jeune, puisque près d'un habitant sur deux a moins de trente ans. Il compte une part importante de familles nombreuses (31% contre 23% à Saint-Denis). La part de population étrangère y est un peu plus faible que dans la commune (25% contre 28%). 45% des chefs de ménage de la cité n'ont aucun diplôme, et seulement 21% le baccalauréat ou un diplôme plus élevé. Du point de vue socioprofessionnel, le quartier Allende est essentiellement composé d'employés et d'ouvriers (36 et 41% contre respectivement 4 et 14% de catégories supérieures et intermédiaires). Il se rapproche ainsi des quartiers les plus en difficulté parmi ceux qui sont ciblés par les politiques de la ville (Cf. *En marge de la ville, au cœur de la société, ces quartiers dont on parle*, Éditions de l'Aube, 1997).

² La présente contribution reprend dans une large mesure les résultats d'une enquête interdisciplinaire publiés in M.H. Bacqué, S. Fol, Y. Sintomer, *Processus de désaffiliation dans les quartiers de logements sociaux : l'exemple de la cité Allende à Saint-Denis*, Note de Recherche du Centre de Recherche sur l'Habitat, février 1999. Cette enquête, réalisée sur le quartier Allende entre le printemps 1996 et l'été 1998, incluait un volet quantitatif (travail statistique fondé sur des données sociales du parc de l'OPHLM et deux questionnaires fermés réalisés par nos soins, dont l'un portait sur le rapport à la politique d'un échantillon représentatif de 252 habitants du quartier) et un volet qualitatif (plusieurs dizaines d'entretiens et une observation régulière du conseil de quartier et des fêtes de quartier).

insiste sur la précarisation globale de la société salariale et comprend la création d'une couche de « surnuméraires » comme l'aboutissement d'une dynamique plus ample, qui appelle en conséquence un traitement à l'échelle de la société tout entière³. Pour être rigoureux, le propos doit cependant préciser par rapport à quoi il y a affiliation ou désaffiliation. Dans son sens ordinaire, le terme d'affiliation renvoie à l'adhésion à une association, à un groupement (*Le petit Robert*), à une société, à une corporation, voire à un complot (*Littre*). L'individu ou le groupe qui s'affilie développe des formes d'appartenance symboliques et/ou matérielles à une organisation ou, de façon plus large, à un ensemble relativement structuré d'institutions, de représentations et d'interactions. C'est en ce sens que Robert Castel peut parler d'affiliation (et de désaffiliation) à la société salariale, qu'il définit implicitement comme un pacte social garanti par l'État et permettant aux salariés de bénéficier d'un statut relativement protégé dans leurs relations contractuelles avec les employeurs et, plus généralement, d'une sécurité autrefois assurée aux seuls propriétaires. Si cette approche trace un cadre cohérent pour appréhender les processus de marginalisation sociale, elle est discutable en ce qu'elle tend à concevoir de façon trop exclusive l'insertion sociale comme reposant sur le travail salarié. De plus, dans une filiation durkheimienne, elle insiste de façon unilatérale sur le rôle de « garant » que jouerait l'État en sous-estimant le caractère conflictuel de la société salariale.

La notion de désaffiliation a cependant une force heuristique indéniable sur son objet. Au-delà, elle n'est pas non plus sans intérêt sur un plan plus étroitement politique. Dans un quartier populaire d'habitat social comme Allende, à Saint-Denis, ville emblématique de l'ancienne banlieue rouge, l'affiliation à la société salariale a été médiée par une affiliation à la ville ouvrière⁴, et l'État providence a été couplé à des structures d'encadrement municipales. Aujourd'hui, cette constellation a volé en éclat et les processus de désaffiliation à la société salariale sont amplifiés par une désaffiliation à la ville ouvrière, particulièrement marquée sur le plan politique.

Parler d'affiliation (ou de désaffiliation) politique implique une triple thèse. La première est que l'on ne saurait réduire la politique au système politique officiel, et l'affiliation politique à l'affiliation à ce système. Bien sûr, l'autonomisation relative d'un champ politique monopolisé par des dirigeants politiques professionnels est une donnée massive des sociétés occidentales de ce siècle. Bien sûr, le système politique officiel est particulièrement fermé sur lui-même depuis une ou deux décennies. Cela n'autorise pas pour autant à passer sous silence les mouvements de politisation qui viennent « d'en bas » et les échanges symboliques (au moins potentiels) entre les simples citoyens et les responsables politiques. Cela est particulièrement important à l'échelle locale, où existent de nombreux passages entre l'intérêt « amateur » pour la politique, le militantisme bénévole et des formes plus ou moins accentuées de professionnalisation politique. C'est pourquoi l'affiliation politique n'est pas réductible à une logique clientéliste (même élargie à une gamme d'intérêts plus vaste que les seules rétributions numériques), et c'est aussi pourquoi la désaffiliation politique ne saurait être comprise sur le modèle de la défection du consommateur par rapport à la firme économique⁵. Contre une vision purement instrumentale de l'action des élites

³ *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, 1995.

⁴ Cette notion ne renvoie pas seulement ici à la part statistiquement importante des ouvriers dans la population. Elle implique l'existence, dans des territoires déterminés, d'une identité de classe, basée sur des rapports au travail, des modes de sociabilité et un réseau organisationnel (politique et associatif) spécifiques, charpentée par une politique municipale en symbiose relative avec la population et renforcée par de forts liens d'appartenance locale (cf. M.H. Bacqué, S. Fol, *Le devenir des banlieues rouges*, L'Harmattan, Paris 1997 ; A. Fourcault, *Bobigny, banlieue rouge*, Les Éditions Ouvrières/Presses de la FNSP, Paris 1986).

⁵ La veine élitiste de J. Schumpeter (*Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951) a paradoxalement été couplée à la problématique de P. Bourdieu par des auteurs comme D. Gaxie (*Le cens caché*, Seuil, Paris 1978, et *La démocratie représentative*, Paris, Montchétien 1993) ou M. Offerlé (*Les partis*

politiques, il faut affirmer que si une « mise en forme » par le biais de représentants est nécessaire pour qu'une demande sociale pèse réellement sur le champ politique, cette mise en forme n'est très souvent que la rationalisation et la systématisation de pratiques et de représentations qui lui préexistent ou s'établissent de façon largement autonome par rapport à elle.

De plus, la politique ne saurait être pensée comme transcendant le social ou à tout le moins radicalement coupée de lui, comme le voudraient des perspectives aussi différentes que la tradition républicaine française ou des philosophes comme Claude Lefort ou Jacques Rancière⁶. La symbolique politique a certes une efficacité performative propre sur le réel ; elle permet notamment de problématiser les divisions et hiérarchies sociales existantes comme les identités de groupe préconstituées, de montrer leur caractère historique et donc leur relativité. Mais cette activité « déconstructionniste » est elle-même prise dans le social, n'en est que partiellement autonome. C'est ce qui explique que les différences sociales dans les revenus, l'éducation ou l'accès au pouvoir vanifient en partie la norme politique qui prescrit l'égalité des citoyens — phénomène manifeste dans une ville populaire comme Saint-Denis. Cela signifie aussi que la probabilité de l'émergence d'une critique politique de la société et d'une déconstruction de ses catégories n'est pas contingente et dépend de ressources et de contradictions structurelles, à la fois discursives et matérielles.

D'où une troisième hypothèse : les individus des couches dominées ne sauraient peser durablement dans la société et y faire valoir leurs intérêts, leurs cultures et leurs identités sans s'appuyer sur un réseau de mouvements sociaux ou politiques et sur un ensemble d'institutions qu'ils reconnaissent comme leurs — en bref, sans de fortes affiliations, quand bien même ces affiliations seraient pour une part au moins des « contre-affiliations », opposées au système dominant. Le « cens caché⁷ » qui redouble sur le plan politique la domination sociale est seulement tendanciel et ne saurait être considéré comme une donnée absolue ou une loi immuable. À l'inverse du cens légal, il ne représente qu'une barrière relative dans la participation des couches populaires au système politique officiel. Il est susceptible d'être relativisé par certaines configurations sociopolitiques. Tel a été le cas, à Saint-Denis, avec le mouvement ouvrier et la « ville rouge » qu'il avait édifiée. Celle-ci relève aujourd'hui du passé.

Une désaffiliation politique massive

Lorsque l'on interroge le rapport des habitants à la politique dans un quartier comme Allende, on est d'abord frappé par l'énorme distance qui sépare les habitants du monde politique institutionnel en général et de l'équipe municipale en place en particulier. L'abstention et la non-inscription sont des phénomènes massifs. Le taux de mobilisation électorale, c'est-à-dire le taux de suffrages exprimés par rapport à la population adulte totale, est revenu sur l'ensemble de Saint-Denis au niveau des années 1870, c'est-à-dire avant que l'implantation du mouvement ouvrier sur la ville : entre 25 et 30% des dionysiens adultes expriment une opinion lors des élections⁸. 70% des personnes interrogées déclarent éprouver

politiques, Paris, PUF, 1987). Ces auteurs font également usage des concepts de « défection » et de « loyauté » développés par A.O. Hirschman (*Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995) mais, de façon assez restrictive, il ne prennent guère en compte sa catégorie de « prise de parole ».

⁶ C. Lefort, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard 1981 ; J. Rancière, *La mésentente*, Paris, Galilée, 1995, ainsi que sa contribution dans le présent volume. Une autre variation sur ce thème parle de « désociologiser » la politique (cf. A. Bertho, Y. Sintomer, « A propos de la démocratie locale », *Futur antérieur*, 1997/1).

⁷ C'est-à-dire la participation et la représentation plus faible des couches dominées socialement, culturellement, ethniquement ou sexuellement à l'espace politique officiel.

⁸ C'est-à-dire votent pour l'un des candidats ou des listes en présence. Si l'on se base sur les adultes ayant le droit de vote, ce taux remonte à 35-40%. D'après ce dernier mode de calcul, il était de 39% en 1876, 53% en 1889 et

peu ou pas d'intérêt pour la politique ; les trois quarts ne se sentent proches d'aucun parti. Seuls 17% se déclarent en désaccord avec l'affirmation selon laquelle le clivage droite/gauche ne veut plus dire grand-chose⁹. Plus significatif encore, même les dirigeants politiques locaux semblent si éloignés que les habitants ne les reconnaissent plus comme leurs : seuls 10% des sondés se sentent correctement représentés au conseil municipal (et 24% partiellement représentés) ; seuls 17% trouveraient négatif un changement de l'équipe en place (11% trouveraient un tel changement positif, les autres étant indifférents ou refusant de répondre à la question). La politique locale n'est pas mieux considérée que la politique nationale, lors même que la municipalité communiste est dynamique et a entrepris sous la direction de Marcelin Berthelot puis de Patrick Braouezec une démarche de rénovation la menant assez loin des orientations communistes traditionnelles. Ces chiffres surprennent moins si l'on considère que sur les 68.000 dionysiens adultes, l'équipe municipale en place en mobilise une grosse dizaine de milliers au second tour contre le F.N¹⁰. Allende fut durant des années un bastion du PCF. Aujourd'hui, les militants communistes s'y comptent par unités — et non plus par dizaines —, sont âgés, peu actifs, et le seul élu qui demeure encore dans le quartier a préféré s'investir dans le militantisme associatif et syndical plutôt que dans la vie du parti ; les associations de locataires ont rompu avec le PCF ; globalement, le tissu associatif s'est considérablement restreint. Cette désaffiliation politique massive par rapport au système politique officiel est confirmée par les entretiens. Elle touche cependant les groupes sociaux de façon inégale. Les plus désaffiliés sont, sans surprise, les jeunes, les précaires et, de façon plus nuancée, les personnes issues de l'immigration. Cette spécificité se marque dans la participation électorale mais elle apparaît également dans la fréquentation de la démarche participative mise en place par la municipalité.

Bien sûr, le sentiment d'éloignement par rapport à la classe politique est une donnée fort répandue dans les milieux populaires. Pourtant, ce qui est remarquable, c'est que, durant quelques décennies, une bonne partie des habitants de Saint-Denis s'étaient reconnus dans la « ville ouvrière ». Le clivage eux/nous typique des représentations populaires¹¹ découpait une frontière au-delà de laquelle étaient rejetés l'État central et les élites nationales mais en deçà de laquelle se retrouvaient une partie au moins des dirigeants politiques locaux. Cette « contre-affiliation » fournissait le support d'une implication beaucoup plus significative qu'aujourd'hui dans la vie politique officielle, se traduisant par des échanges nourris entre les dirigeants locaux et les habitants. Annie Fourcault a montré, à propos de Bobigny, que la « ville rouge » ne fut pas le simple produit des élites politiques locales et que celles-ci furent influencées dans leurs modes de pensée, de comportement et de gestion par leurs interlocuteurs « ordinaires ». Ceux-ci transformèrent tout autant le PCF que celui-ci ne les transforma¹². C'est grâce à cette identification que, durant plusieurs décennies et jusqu'à la fin des années 60, le taux de participation électorale des dionysiens pouvait être légèrement supérieur à la moyenne nationale¹³.

60-65% à la fin des années 1960 (cf. J.C. Vidal, Secteur des études locales, Ville de Saint-Denis, *Saint-Denis, Municipales 1995, analyse des résultats*, 20/11/1995, et M. Offerlé : « Mobilisation électorale et invention du citoyen. L'exemple du milieu urbain français à la fin du XIX^e siècle », in D. Gaxie (dir.), *Explication du vote*, Paris, Presses de la FNSP, 1989).

⁹ Dans tout ce qui suit, les pourcentages sont calculés par rapport à l'ensemble des sondés et non par rapport aux seules opinions exprimées.

¹⁰ Saint-Denis compte environ 90.000 habitants.

¹¹ R. Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Minuit xxxx

¹² A. Fourcault, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les Éditions Ouvrières/Presses de la FNSP, 1986. Une démonstration assez similaire est d'ailleurs effectuée quant au rapport entre PCF et classe ouvrière dans l'entre-deux guerres in B. Pudal, *Prendre parti*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

¹³ J.C. Vidal, « Saint-Denis. Approche de la non-inscription sur les listes électorales », *Saint-Denis au fur et à mesure*, 14, février 1995.

C'est sur ce point que l'évolution a été décisive : aujourd'hui, pour une très large majorité des habitants, le clivage eux/nous rejette les dirigeants politiques locaux du côté du « eux ». Ce facteur est plus décisif que celui constitué par l'impact de la crise économique. Fantasmée ou pas, la relative communion culturelle et sociale de la banlieue rouge donnait la possibilité aux couches ouvrières dominées socialement d'occuper le devant de la scène politique locale¹⁴. L'affiliation massive des couches populaires à la ville ouvrière soutenait le déploiement de la conflictualité sociale et la menace de scission que le mouvement ouvrier faisait peser sur la société capitaliste ; à son tour, cette menace contribua à ce que celle-ci se transforme profondément. Elle favorisa paradoxalement l'affiliation de la classe ouvrière et de ses organisations à « l'économie sociale de marché », à l'État-providence et au système politique qui les régulait — à une place subordonnée mais garantie¹⁵. Or, dans un quartier populaire comme Allende, il ne se trouve plus grand monde pour se reconnaître pleinement dans la municipalité de gauche. Aux yeux d'une majorité d'habitants, celle-ci semble faire partie intégrante d'un monde politique largement discrédité. Après soixante-dix ans de domination presque ininterrompue sur la ville, l'équipe dirigée par le PCF représente aux yeux de la base l'échelon inférieur de l'État bien plus qu'un contre-pouvoir, et le phénomène est renforcé dans les quartiers périphériques, abandonnés par nombre de militants et d'élus au profit du centre ville rénové. La fin de la « ville rouge » est aussi synonyme d'une forte désaffiliation au système politique dans son ensemble.

Les effets limités de la démarche participative

On ne saurait pourtant se borner à ce constat de désagrégation, et il importe de se tourner vers les recompositions en cours. L'état de décomposition avancée de l'ancien encadrement politique ne signifie pas que plus rien ne se passe à Allende. Une petite minorité des habitants est active sur le plan associatif, en particulier dans les associations de locataires ou de parents d'élèves¹⁶. Elle se distingue assez nettement du reste des locataires. Se recrutant davantage dans les couches moyennes du salariat, fortement intéressés par la politique, les associatifs ne se retrouvent que très partiellement dans la sphère d'influence du PCF. Ils tendent cependant à monopoliser l'espace public institutionnel constitué autour de la « démarche quartier » : la municipalité appelle ainsi la série de réunions publiques informelles qui réunit régulièrement une ou deux fois par trimestre les habitants qui le souhaitent avec une maire adjointe qui préside le débat et d'autres représentants de la mairie. Cette instance, purement consultative, a pour but affiché de rapprocher les élus des citoyens en facilitant la concertation, la circulation de l'information et le contact direct avec les habitants. Les attentes à son égard sont non négligeables : elle doit contribuer à faire du quartier un « lieu d'intervention citoyenne » tout en évitant d'enfermer géographiquement cette activité sur les seuls problèmes micro-locaux ; elle est aussi censée aider « de façon notable à la reconstitution du tissu social » et à la résolution des problèmes quotidiens de proximité ; enfin, elle doit constituer une « nouvelle étape de la démocratie locale » et « le point de départ d'une démocratie participative à l'échelle de la ville »¹⁷. Ces ambitions ne sont pas en elles-

¹⁴ B. Pudal démontre cependant pour l'entre-deux-guerres que cela s'effectua en partie au prix d'un redoublement du « cens caché », la promotion profitant d'abord aux fractions de la classe ouvrière les mieux dotées en capital culturel et les plus engagées dans des processus d'ascension sociale. De plus, l'hégémonie d'un PC stalinisé impliquait la mise en place d'un système hiérarchique assez rigide et la dépossession du pouvoir des masses au profit de l'appareil du parti plus que la mise en place d'une dynamique démocratique.

¹⁵ É. Balibar, *La crainte des masses*, Paris, Galilée, 1997.

¹⁶ Autre indicateur, environ 15% des sondés ont fait grève et autant ont pris part à des manifestations en décembre 1995.

¹⁷ Ces objectifs sont affichés dans le programme d'action de la liste d'union de la gauche aux dernières municipales.

mêmes originales, et on les retrouve peu ou prou dans nombre de tentatives d'institutionnaliser des formes de « démocratie locale ». Sous l'ambiguïté de ce terme se retrouvent généralement trois problématiques analytiquement distinctes mais plus ou moins confondues dans l'esprit des acteurs : celle de l'incorporation des énergies des simples citoyens à la gestion locale, celle de la (re)constitution du « lien social », et celle de la démocratie participative au sens strict, qui permet la politisation des citoyens ordinaires et leur intervention dans la prise de décision¹⁸.

De ces trois objectifs, seul le premier semble en partie atteint. Incontestablement, les rencontres informelles régulières permettent aux élus de prendre le pouls des habitants, ou du moins de ceux qui sont actifs et se font les porte-parole de leurs voisins et les intermédiaires entre ceux-ci et la municipalité. D'une certaine manière, l'élite politique locale trouve ainsi un substitut au canal de communication que représentait la structure militante du PCF et de ses mouvements satellites. La gestion peut tenir compte des aspirations des dirigés, ou d'une partie d'entre eux, éviter de surplomber par trop leur vécu, être avertie des problèmes de proximité les plus criants. La démarche participative permet la création d'un espace public de quartier qui assure des échanges symboliques entre certains citoyens et les « décideurs ». Les associatifs, qui constituent l'essentiel du public actif, peuvent bien critiquer à l'occasion les responsables municipaux, ils sont unis à eux par une multitude de liens. La commune appartenant partisane, désormais marginale, fait place à d'autres formes de connivence, que marquent symboliquement le tutoiement presque généralisé ou les marques de respect formel des responsables institutionnels envers les associatifs, et matériellement des liens de dépendance passant par les subventions aux associations et à leurs activités, la mise à disposition de locaux, voire l'accès à des emplois municipaux.

À travers la démarche participative, les associatifs trouvent donc une forme d'affiliation politique (qui peut être conflictuelle) à la municipalité. Cette affiliation est cependant socialement sélective. L'espace public que cristallise cette démarche n'est en effet nullement représentatif de l'ensemble des habitants, et certaines couches sociales en sont absentes. Les jeunes n'y sont guère présents, et interviennent encore moins dans les débats. Les personnes en situation de précarité professionnelle manquent elles aussi à l'appel¹⁹. Enfin, les populations d'origine étrangère ou non métropolitaine, pourtant majoritaires démographiquement dans la cité, y sont très fortement sous-représentées. Par contre, la forte participation des femmes, remarquable à cet échelon de proximité, constitue une exception à la sous-représentation des groupes dominés. Sans doute l'aspect concret des thèmes les plus abordés et le fait que ceux-ci s'inscrivent souvent en continuité avec les problèmes rencontrés dans la sphère « privée » y sont-il pour quelque chose, ces éléments étant en concordance avec les habitus féminins les plus répandus face à l'activité politique. Dès que l'on passe à l'échelon supérieur, celui du conseil municipal, l'élément féminin est sous-représenté.

La démarche participative regroupe généralement de trente à cinquante personnes sur Allende, dont un tiers à la moitié sont des élus et des administratifs. Si l'audience varie assez sensiblement selon les quartiers de Saint-Denis, il semble que cela se situe globalement un peu au-dessous de la moyenne. À l'échelle de la ville, ces structures informelles élargissent le cercle de la délibération politique d'une grosse cinquantaine de conseillers municipaux à quelques centaines d'associatifs et de citoyens actifs. Cela est à la fois non négligeable et assez limité, surtout si l'on tient compte du caractère socialement sélectif de ce groupe. Il est

¹⁸ M.H. Bacqué, Y. Sintomer, « L'espace public dans les quartiers populaires d'habitat social », in C. Neveu (dir.), *Espace public et engagement politique*, Paris, L'Harmattan, 1999.

¹⁹ Dans la foulée du mouvement des chômeurs qu'appuyait fortement la municipalité, nombre d'entre eux ont cependant assisté à des réunions organisées à l'échelle de la ville par l'équipe de P. Braouezec. Cette activité soudaine et largement temporaire ne s'est pas traduite par une présence accrue de chômeurs ou de précaires à la démarche quartier.

plus difficile de s'impliquer dans de telles structures pour ceux qui, issus de couches culturellement défavorisées, manient moins facilement la parole en public — ou devant ce public. Responsables municipaux et associatifs monopolisent l'essentiel du temps de parole, et les premiers oscillent entre l'indifférence, la condescendance et l'agacement lorsque des « intrus » viennent perturber l'organisation prévue des débats. Lorsque d'aventure des jeunes ou des femmes immigrées sont présents, par exemple lorsque l'ordre du jour inclut un point qui les concerne directement et que certains associatifs ont fait un effort particulier pour s'assurer de leur venue, les autres participants, maire adjointe en tête, ne font dans le meilleur des cas que leur adresser la parole de façon « paternaliste », et plus souvent les ignorent ou parlent à propos d'eux plutôt qu'avec eux²⁰. Ces personnes évitent alors de renouveler l'expérience. Dans cette forme d'affiliation de l'après ville rouge, le « cens caché » joue massivement et constitue l'un des biais majeurs de la démocratie locale — dans sa dimension participative comme dans sa dimension purement représentative.

Dans un tel contexte, il est peu probable que la démarche quartier parvienne à atteindre son second objectif proclamé, créer du lien social, car ceux qui devraient être concernés au premier chef en sont absents. Les populations considérées comme « faisant problème » et comme étant plongées dans un état d'anomie sociale, et en tout premier lieu les jeunes, sont seulement *objets* de discours. C'est bien davantage sur les différents services sociaux (emplois jeunes, assistantes sociales, antenne locale d'insertion, activités d'animation de la chargée de mission) que retombe la lourde tâche de la « densification du tissu social ». Ceux qu'ils touchent sont davantage des assistés que des sujets responsables : on leur reconnaît *de facto* le statut de citoyens passifs, mais guère celui de citoyens actifs. Si affiliation il y a, elle passe avant tout par les politiques publiques, par la *policy* plutôt que par la *politics*, qui est quant à elle synonyme de politisation. Cette affiliation à l'État social est ambiguë car elle voit coexister des attentes fortes et un sentiment de méfiance devant sa structuration bureaucratique et les limites de ses capacités d'action. Cette ambivalence est particulièrement marquée par rapport aux bailleurs sociaux. Une part de l'assise politique des mairies communistes s'était construite sur leur capacité à répondre au problème du logement. Aujourd'hui, être logé à la cité Allende représente un marquage social négatif. L'OPHLM est perçu comme un organisme lourd et peu efficace conditionnant de façon hétéronome la vie des locataires.

Mais peut-être cette situation ne fait-elle que porter à l'extrême une difficulté inhérente aux attendus même de la démarche « participative ». Dans sa conception même, celle-ci est fortement limitée quant à son troisième objectif potentiel, l'association des citoyens à la prise des grandes décisions politiques. Socialement sélective, purement consultative, très fortement « cadrée » par les élus, elle tend à réduire la « démocratie » à sa plus simple expression. Il n'est pas sûr que, dans sa structure actuelle, elle soit un canal de la *politics*, même pour ses participants réguliers. C'est surtout quant à la gestion que les échanges entre élus et habitants peuvent avoir une incidence bien réelle. Cependant, la constitution d'un espace public de quartier favorise chez les simples citoyens le développement d'une attitude réflexive par rapport à leur situation et aux problèmes collectifs²¹. Elle contribue aussi à ce qu'ils ne donnent qu'une « délégation retenue » à leurs représentants. Les participants réguliers à la démarche quartier développent un « engagement distancié »²² qui se différencie de l'affiliation

²⁰ La situation serait peut-être partiellement différente si la démarche participative était présidée par des associatifs plutôt que par la maire adjointe.

²¹ Y. Sintomer, « Espace public et corporatisme de l'universel », *L'homme et la société*, 1998/4. Les entretiens montrent qu'à travers d'autres espaces publics, dont le plus pauvre en même temps que le plus diffus est celui qui est structuré par la télévision, une très grande majorité des citoyens ordinaires adoptent un positionnement partiellement réflexif et un sens critique par rapport aux élites au pouvoir.

²² Selon la formule de Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, L'Atelier 1997.

plus monolithique sur lequel reposait l'ancien communisme municipal. Cette nouvelle forme d'affiliation, qui reste assez modeste dans un quartier périphérique comme Allende, est plus considérable au centre ville, où davantage de personnes peuvent s'identifier socialement et symboliquement avec une commune dans laquelle les couches salariées intellectuelles (issues en particulier du secteur public) occupent le devant de la scène, fournissent l'essentiel de l'élite politique locale, votent sensiblement plus que la moyenne²³ et tendent à imposer leurs modèles de comportement comme des normes faisant référence à l'échelle de la ville... Il est significatif qu'à Allende, l'une des personnes qui apprécie le plus le maire actuel soit un cadre intermédiaire, dirigeant associatif penchant politiquement à droite mais qui dit admirativement de Braouezec qu'il gère sa ville « comme un entrepreneur ». Une autre caractéristique de cette affiliation politique est que l'influence personnelle du maire — qui a su se doter d'une politique de communication particulièrement active — y est décisive. Contesté ou pas, P. Braouezec est une figure qui polarise l'attention. Le score du PCF varie considérablement selon la nature de l'élection (locale, avec le maire candidat ou tête de liste, ou nationale, en fonction de l'affinité partisane) ; d'ailleurs, trois quarts des sondés connaissent le nom du premier magistrat de la commune, mais plus des deux tiers ne peuvent citer une autre figure politique locale (cette absence d'alternative constitue d'ailleurs une certaine garantie pour l'équipe en place).

Des contre-affiliations politiques ?

Au-delà de cette dynamique de réaffiliation institutionnelle, peut-on repérer des dynamiques de contre-affiliation extérieures au système politique officiel ? Il est clair que le phénomène abstentionniste ne saurait ici être interprété sur le mode de la « prise de parole » : sans exclure que certaines abstentions (ou non-inscriptions sur les listes électorales) témoignent d'un refus explicite et actif du système politique en place, cette attitude est généralement corrélée sur le quartier avec un faible investissement dans les formes de débat local, avec un moindre intérêt déclaré pour la politique et avec un taux de non-positionnement sur une série de questions politiques supérieur à celui des autres habitants²⁴. Les entretiens confirment que ce phénomène correspond à une « défection » passive. On ne peut guère constater non plus de contre-affiliations politiques de type communautaire. Sur le quartier comme sur la ville, il n'y a pas vraiment d'organisations communautaires qui fonctionneraient sur la base du lobbying ou du clientélisme politiques. Lorsqu'il y a action politique communautaire, elle est tournée vers le pays d'origine (notamment l'Algérie). De même, contrairement à ce qui se passe dans des villes proches comme Garges ou Sarcelle, le prosélytisme politico-religieux islamiste sur Allende est peu développé. L'Islam, qui y est largement pratiqué (un peu moins de 40% des sondés sont musulmans, contre 50% de chrétiens et 10% n'ayant pas de religion), ne semble se traduire qu'à la marge dans des pratiques intégristes. C'est pourquoi, lorsqu'un adolescent membre d'un groupe de rap local entame en arabe un couplet à la gloire de Mohammed Kelkal en pleine fête du quartier, l'identification qu'il exprime avec ce qu'il considère être une victime de l'État français est trop abstraite et trop informelle pour constituer une affiliation véritable. Elle en marque tout au plus la potentialité.

Il en va un peu différemment des messages politiques qui passent par le rap. Expression musicale reconnue et médiatisée, pratiquée par des groupes de jeunes et d'adolescents du quartier, celle-ci est d'autant plus significative que l'un des principaux

²³ Le rapport entre votants et population dans les bureaux du centre est près de deux fois supérieur à celui d'Allende.

²⁴ Les chanteurs du groupe NTM constitue une exception lorsqu'ils revendiquent de faire leur devoir de citoyens à travers leur musique tout en refusant désormais de prendre part au vote.

groupes français, NTM, est issu d'Allende et de la cité voisine de Double Couronne. Leurs chansons véhiculent un contenu politique explicite qui est perçu par les jeunes du quartier, en particulier par ceux qui s'essayent à ce genre musical. Un espace public indissociablement artistique, identitaire et politique se constitue dans cette dynamique. Le rap est une école et il fait école, en particulier chez certains des jeunes animateurs informels du quartier. Il représente un vecteur identitaire au sens où il met en scène une image de la banlieue ou des cités qui retourne le stigmate en identité positive. Un jeune rappeur de 19 ans déclare ainsi : « Ce qu'il y a de bien chez NTM, c'est qu'ils disent les choses comme elles sont. Leurs textes c'est que de la rue, que de la réalité. Avant on savait pas ce que c'était les banlieues [...] NTM, ils ont montré le côté réel du ghetto ; ils sont devenus les médias des cités. [...] les NTM sont devenus un modèle dans les banlieues de la région parisienne ». Le sentiment d'identification avec la société française est par contre très faible, en particulier du fait de la prégnance du racisme. Le succès du hip hop fournit par ailleurs un exemple de réussite et indique un parcours possible de promotion individuelle. La percée commerciale du rap français est en ce sens remarquable : un discours et un style propres aux « nouvelles classes dangereuses » se montrent capable de séduire une partie de la jeunesse bien au-delà de leur territoire d'origine. Au moins sous une forme commerciale, « l'esprit de scission » favorise une nouvelle fois une certaine intégration. À leur manière, les jeunes rappeurs se veulent clairement des porte-parole. Mais l'appel à la révolte n'est plus couplé à une alternative de société : politiquement et socialement, NTM se situe dans un après de la ville ouvrière — alors que l'on pouvait percevoir les échos de celle-ci dans le rock alternatif anglais des années 80. Le développement d'une culture rap politisée constitue certes l'un des rares vecteurs d'émergence d'une rage plus citoyenne, qui permettrait le retournement positif du stigmate et pourrait contrer les tentations autodestructrices ou le développement de cultures clientéliste ou délinquante. Mais si la culture rap est largement partagée sur la cité Allende et qu'elle constitue un espace se démarquant du système politique officiel, elle trop hétérogène et insuffisamment structurée pour représenter une contre-affiliation politique. Les conditions de possibilité d'un mouvement social des jeunes de banlieue sont d'ailleurs difficiles : il s'agit de couches si dominées que leur constitution en mouvement semble relever du « miracle social », pour reprendre le mot de Bourdieu à propos des chômeurs²⁵. Une affiliation politique véritable — c'est-à-dire un ensemble relativement structuré d'institutions, de représentations et d'interactions — est-elle susceptible d'émerger durablement de la « galère » à travers la culture rap ? Cela est peu probable sans le renfort de groupes militants extérieurs ou des alliances structurelles avec d'autres couches sociales, qui ne sont qu'à peine ébauchées aujourd'hui. La politique active de la ville en direction des rappeurs ou la mise en avant régulière de NTM dans le *Journal de Saint-Denis* pourraient constituer des symboles allant dans ce sens, mais la distance à parcourir est encore fort longue. En témoigne ce jeune rappeur, qui exprime un sentiment assez largement répandu lorsqu'il déclare : « Moi, si je fais un disque pour la mairie de Saint-Denis, c'est comme si c'était pour l'État que je le faisais ; je ne fais pas un disque pour l'État. » Les rapports entre les jeunes et la mairie restent pour l'instant largement du domaine de l'instrumentalisation réciproque.

La tentation frontiste d'un électorat populaire

C'est dans ce contexte spécifique qu'il faut situer le vote pour le FN, qui culminait dans les années qui précèdent la scission de celui-ci entre 20 et 30% au premier tour et entre 30 et 40% au second, selon les élections. Les électeurs frontistes que nous avons rencontrés ont la particularité d'habiter depuis longtemps à Saint-Denis, parfois depuis

²⁵ « Le mouvement des chômeurs, un miracle social », in *Contre-feux*, Paris, Liber, 1998.

plusieurs générations²⁶. Or, presque unanimement, ils ne se reconnaissent plus dans leur ville ou dans leur quartier, ou s'y reconnaissent mal. « Je ne voulais pas quitter Saint-Denis », dit une électricienne frontiste dont la famille y réside depuis quatre générations, « c'est ma ville, mais ma ville, je ne la reconnais plus [...] À force de se rendre compte qu'il faut pas faire de racisme, et qu'il faut les tolérer, faut qu'ils s'intègrent, moi, j'ai plus l'impression que c'est moi qui dois m'intégrer dans mon nouveau pays français, enfin bientôt européen. » Une autre déclare ne plus aller au marché le dimanche car il est impraticable — « parce que 100% étranger ». Ce sentiment peut aller chez certains jusqu'à une véritable sensation claustrophobe : « Saint-Denis, c'est devenu une ville impossible, on étouffe. » Les sondés proches du FN sont d'ailleurs unanimement d'accord avec l'idée « qu'on n'est plus chez soi comme avant ». Par surcroît, ils ont un rapport assez étriqué avec l'espace urbain global dans lequel est situé le quartier : la fréquentation du centre ville est parcellaire, les autres quartiers de Saint-Denis semblent étrangers, Paris est loin et apparaît comme un univers peu sécurisant. Globalement, les personnes rencontrées déclarent peu de loisirs urbains (culture ou shopping) et n'ont pas une sociabilité amicale très développée dans l'espace de proximité. La labellisation négative de l'espace géographique et social dans lequel elles vivent est mal ressentie mais largement intériorisée. Une jeune secrétaire déclare ainsi que le quartier « a une mauvaise image », ce qui pose problème dans les entretiens d'embauche. La comparaison avec la ville américaine fait flores : « À Saint-Denis, on nous appelle quand même Chicago ! La cité Allende, c'est Chicago. » La fréquentation d'amis extérieurs en devient problématique : « je ne peux pas inviter des gens parce que j'ai honte de les inviter ici. » De surcroît, les frontières socio-spatiales internes au quartier apparaissent fortes. Une jeune secrétaire de direction au chômage déclare à propos des locataires des bâtiments non gérés par l'OPHLM de la ville, qui abritent des couches un peu moins populaires : « C'est les parvenus, les gens qui pètent plus haut que le reste. » Une préretraîtée, ancienne ouvrière, explique pourquoi les pavillonnaires refusent d'établir des relations avec les locataires de la cité : « on ne mélange pas les torchons avec les serviettes ».

Les électeurs ou sympathisants frontistes rencontrés sont durement touchés par la précarisation qui frappe la société salariale. Certes, parmi les personnes rencontrées, seule une jeune femme est dans une situation d'extrême précarité. Mais les autres interviewés sont soit dans des situations difficiles ou instables, soit concernés indirectement par la précarisation de la relation salariale à travers leurs collègues de travail, leurs enfants ou leurs conjoints. Les marges de manœuvre sont faibles et la dégringolade apparaît comme une éventualité toujours possible. Comme le dit un jeune ouvrier professionnel en CDI, dont la femme ne travaille pas et dont le frère est au chômage : « Comment vous voulez résoudre des problèmes ? Tout marche avec le pognon maintenant ! [...] Moi, je me mets à la place d'une personne qui n'aurait plus de travail du jour au lendemain, avec une famille de trois gosses ; [...] plus de travail, le loyer à payer, pff... Alors je vais pas retrouver du travail tout de suite en un mois ; imaginez-vous [le temps que] je retrouve du travail, s'il s'est passé huit mois ou un truc comme ça, huit mois à payer de loyers en retard ; vous vous rendez compte l'échelle comment elle tombe ? Comment elle tombe ! Ça va à toute vitesse [...] Il suffit qu'en plus de ça vous ayez deux ou trois crédits et puis que vous vous [soyez] payé une voiture neuve et puis c'est

²⁶ Lors du sondage d'opinion, un nombre important d'électeurs FN n'ont pas déclaré leur vote aux enquêteurs. L'analyse porte donc sur des personnes qui ont affiché leur préférence partisane pour cette organisation. Elles ne sont donc pas représentatives de l'ensemble des électeurs frontistes et constituent un « noyau dur » de cet électorat FN. Les analyses ci-dessous ont été menées à partir d'une double base : un traitement quantitatif sur les 19 personnes (soit 7,5% de l'échantillon représentatif de 252 personnes interrogées) ayant déclaré avoir voté FN et/ou être sympathisants de ce parti, et une analyse qualitative basée sur des entretiens approfondis avec une dizaine de personnes (6 femmes et 4 hommes). Cet échantillon, quoique assez réduit, est apparu très homogène et donc susceptible de fournir une base permettant de faire ressortir un certain nombre de traits saillants.

deux-mille balles la traite. Je comprends qu'il y ait des gens qui disjonctent et puis qui tuent leur famille et qui se tuent après ; je trouve ça aberrant. Il n'y a plus de couverture comme on en avait avant ; avant vous preniez un crédit, vous aviez une assurance chômage, c'était bon, vous étiez couvert ; bah, maintenant si vous lisez bien le contrat, ben c'est trois mois, ou alors c'est six mois, ou alors vous attendez trois mois et on vous couvre trois mois ou six mois, c'est aberrant tout ça [...] On vit plus comme il faut, enfin je trouve. »

Au-delà, les personnes interviewées expriment toutes, à un degré plus ou moins fort, une nostalgie marquée pour la sociabilité ouvrière passée de la ville. L'expression revient comme un leitmotiv : « Avant, c'était nettement mieux ». Une majorité de la population du quartier en dit autant, mais il est remarquable que ceux qui sont influencés par l'extrême droite développent aussi cette vision largement mythique d'un âge d'or de la ville²⁷. Certains ont eu une socialisation politique à gauche, d'autres à droite, mais les entretiens témoignent presque unanimement du sentiment de proximité sociale éprouvé à l'égard des anciens maires. La secrétaire de direction déjà citée, qui a environ trente-cinq ans, exprime quelque chose de largement partagé lorsqu'elle narre comment elle se tourna vers Marcelin Berthelot quand elle fut expulsée de son appartement HLM pour impayés de loyer : « L'avantage de ce maire là, il faut dire ce qui est, c'est qu'il était en cité comme nous. C'était pas une image médiatique qui se la raconte parce qu'il fait des grosses conneries et qui bouffe notre pognon [...] Berthelot c'est vrai que c'était un petit pépé un petit peu alcoolo, on a le droit de le dire. Son QG c'était pas la mairie, c'était le café situé en face de la mairie. Si on avait besoin de notre maire on allait au café et pas en mairie pour le voir. Mais il y avait, c'est l'avantage, le côté humain. Moi, il m'a reçue à 7 heures du matin chez lui avec brosse à dents à la main et en pyjama, et je peux dire que Braouezec le nouveau maire, non, il aurait fallu qu'il enfile d'abord son costard [...] et non, il m'aurait pas reçue. Berthelot m'a reçue et dans la journée même, on m'a rendu mon appartement... ». Une retraitée, ancienne ouvrière, qui n'hésite pas à voter au premier tour des municipales pour la liste de Lutte Ouvrière et au second tour pour le FN²⁸, fait quant à elle l'éloge du premier maire de Saint-Denis après la guerre : « Ça c'était un maire [...] on pouvait lui demander n'importe quoi, s'il le pouvait, il nous rendait le service. »

Au-delà de ce rapport à l'encadrement politique local, toutes les personnes rencontrées développent peu ou prou une vision « ouvrière » de la société. Une préretraitée, dont le conjoint est un électeur RPR qui milite activement à la CGT, dit par exemple : « Moi, je serais plutôt communiste que RPR. C'est les petits contre les gros. » Plusieurs déplorent des investissements disproportionnés dans le Grand Stade alors que la pauvreté règne dans les quartiers, d'autres pensent que la municipalité « délaisse les cités pour le centre ville ». La jeune secrétaire prend mal le fait qu'on l'ait personnellement traitée de « bourgeoise » parce que son ex-mari faisait partie des classes supérieures. Un jeune ouvrier a refusé un appartement dans le centre ville parce que « ça faisait rupin ». La secrétaire de direction soutient résolument le mouvement de 95 : « Moi je suis pas contre les grèves, bien au contraire, j'aurais bien aimé qu'on ait de nouveau un mai 68 [...] La grève de 1995 était colossale, elle était bien. Mais là, la grève des routiers, elle est sensationnelle [...] Les gars ils auront pas de salaires, nous on est dans la misère, mais leur Noël il est foutu aussi à eux. Mais ils ont été jusqu'au bout et ils ont gagné, ça c'est beau. Si tout un pays savait se mettre en grève, mais réellement... » Un jeune employé ajoute que l'on va vers un nouveau 68. La retraitée défend elle aussi les grévistes et ajoute : « Je dis que l'ouvrier, il a raison de se défendre. Nos parents, dans le temps, en 36, ils se sont bien débrouillés pour nous, mais maintenant on retombe. » Une jeune employée renchérit : « Mes parents, eux, ils en ont bavé

²⁷ Il est vrai que le sentiment de déclin peut s'appuyer sur des éléments objectifs comme la relative paupérisation du quartier, le développement d'une économie parallèle, les dégradations du bâti et le durcissement des rapports entre groupes à l'intérieur de la cité.

²⁸ Plusieurs autres électeurs frontistes manifestent des sympathies pour l'extrême-gauche.

pour avoir tout ce qu'on a maintenant [...] le français, il dit trop Amen à tout. [...] Nos parents, ils se sont battus, pour le premier mai, pour plein de choses, pour la fête du travail. Nous, on dit plus rien. »

Un positionnement ambivalent

Chez une bonne partie de ces personnes, le sentiment d'appartenir aux classes populaires génère même une attitude de tolérance qui contredit leurs sympathies frontistes. Une préretraitée plaide ainsi la patience devant les dégradations commises par un petit groupe de jeunes : « Nous aussi on a été jeunes, hein ? Mais on a eu moins le temps de faire des bêtises, on étaient plus occupés [...] C'est parce qu'ils ont... le mal de... de maintenant, quoi. Faut pas les brusquer, faut les comprendre. » Elle justifie « la fumette » que son fils, au reste, pratiquait. Elle rétorque à son mari, qui réproouve les dégradations quotidiennes : « Si tu étais jeune, sans argent, tu volerais [...] On fait n'importe quoi pour avoir des sous [...] Moi je l'ai fait quand j'étais jeune [...] Je le dis, j'en ai pas honte [...] Ce n'est pas par vacherie, ils en ont marre [...] Ils sont vraiment malheureux, les jeunes de maintenant, ils voient les magasins, ils n'ont pas de sous, ils vont faire un casse. Je leur donne pas tort [...] On a été malheureux quand on était vissés dans notre jeunesse, mais on avait du travail. On ne connaissait pas notre bonheur d'avoir du travail. » Un jeune ouvrier montre une attitude compréhensive envers les clandestins : bien sûr, on ne peut les accueillir, mais si l'on se met à leur place, on les comprend : « Faut voir pourquoi ces mecs-là ils sont partis [...] Si c'est pour essayer de faire leur vie ici et puis de travailler, moi, j'dis que c'est des gens comme nous. » La tolérance à l'égard des illégalismes populaires, largement répandue chez les habitants, est aussi présente dans l'électorat frontiste. Un jeune couple ouvrier affirme à ce propos que si l'on vole pour manger, « y a pas à juger », qu'il y a « vol et vol » et que de toute façon, « tout le monde le fait, à toutes les échelles ». Une jeune secrétaire riait encore à l'idée que son mari se soit fait prendre par les gardiens du magasin Carrefour parce qu'il lui avait volé un tube de maquillage : « J'dis faut être con pour aller se faire piquer pour un eye-liner. Une boîte de caviar, je veux bien [...] J'lui ait fait : "Franchement, aller se faire voleur pour une eye-liner, et je ne me maquille même pas !". J'aurais préféré qu'il se pique un tournevis, quelque chose pour lui »²⁹. Alors qu'elle s'affirme résolument de droite et affiche un racisme viscéral, elle en vient à porter un jugement mitigé sur NTM : elle n'aime pas, mais « c'est quand même des petits gars qui sont pas en pavillon malgré le pognon qu'ils se font. Ils sont toujours locataires aux Deux Couronnes. Bon ben, c'est important. Ils connaissent tous les dealers du coin. Ça leur empêche pas de leur dire bonjour. Ils sont restés jeunes dans l'âme. Enfin jeune dans l'âme... Jeune de cité, on va dire [...] Mais, bon, faut qu'on arrête de nous les brouter avec NTM, parce qu'il y a beaucoup d'autres chanteurs qui insultent les gens [...] et qu'on n'a pas censuré. Bon, il a fallu ces deux exemples-là, c'est pas de bol parce qu'ils sont pas étrangers ces deux jeunes là, mais on les censure quand même. Bon, on a voulu faire un exemple ? C'est bien, on met un veto. Et puis ça amène quoi de plus ? Des emmerdements aux locataires. Parce que les jeunes, automatiquement, sont en colère. »

La même peste pourtant contre les dégradations en bas de l'immeuble et contre la passivité de la police : c'est lorsque les pratiques illégales se retournent contre les habitants et minent la communauté populaire de l'intérieur que le sentiment de trahison est fort et que le désarroi le dispute à l'exaspération. Les anecdotes qui circulent illustrent bien l'étiollement des liens de solidarité primaire. L'une d'elle est particulièrement significative. Au printemps 1997, une famille habitant au premier étage avait quitté son appartement durant quelques

²⁹ Ces personnes tentées par une idéologie sécuritaire rejoignent ainsi paradoxalement le constat exprimé par le groupe NTM : « Fraternité dans laquelle / Les business illicites / Sont habituels et nécessaires / Car nos lois de survie / Ne sont pas les mêmes. »

heures, en laissant des draps pendre à la fenêtre. Un jeune qui passait avec un groupe d'amis eut l'idée d'y mettre le feu — pour s'amuser, semble-t-il, et non par ressentiment personnel à l'égard de cette famille, plutôt bien vue sur le quartier. Malheureusement, le feu se propagea à l'appartement et le dévasta avant que les pompiers n'aient eu le temps d'intervenir — faisant notamment partir en fumée la robe de mariée de la fille aînée, qui devait fêter ses noces la semaine suivante. Lorsque la police arriva sur les lieux, personne ne s'avisa de dénoncer les responsables de l'incident et de témoigner contre eux, alors que leurs noms étaient sur toutes les lèvres dans les conversations privées et que le bailleur était lui-même au courant quelques temps après. Indifférence, peur des représailles, répugnance à dénoncer à la police ? Bien sûr, les feux de granges qui éclataient dans les villages n'étaient pas tous provoqués par des incidents naturels et on ne parlait pas d'anomie dans la France profonde pour autant. Mais ce qui se passa lors de l'intervention des pompiers est plus étonnant : entrés dans l'appartement, ceux-ci lancèrent une partie des objets par la fenêtre pour les sauver du feu. Certains jeunes du quartier en profitèrent immédiatement pour voler ces « trésors » qui tombaient du ciel, sans que personne dans la foule des spectateurs ne s'interpose... La nouveauté réside sans doute dans la gratuité du geste de malveillance et surtout le fait que la collectivité n'ait pas tenté d'imposer une retenue aux comportements « de vautour » de certains de ses membres, pour reprendre un terme employé par certains habitants.

Au-delà, si le racisme de certains électeurs frontistes est viscéral, il est chez d'autres beaucoup plus superficiel, et correspond davantage à la reprise d'un discours idéologique entendu à travers les médias et réfracté aux enquêteurs qu'à des convictions profondes. Le fantasme d'une « discrimination à l'envers » contre les français, notamment dans le logement social, est certes largement répandu (bien au-delà d'ailleurs des électeurs frontistes), mais l'une des personnes qui l'évoquent affirme dans l'entretien qu'elle n'aurait pas eu d'appartement si elle avait été noire. Une électrice frontiste assez convaincue pour suivre le mot d'ordre d'abstention du FN au second tour des présidentielles déclare : « j'en ai marre des étrangers » tout en se récriant : « Attention, je ne suis pas raciste, mais alors pas du tout ». À l'appui, elle ajoute que sa fille a des amis étrangers, qu'elle est bien avec eux, qu'elle parle avec les arabes de l'immeuble, mais qu'il est vrai qu'il y a trop d'étrangers en France. Déjà, les français n'ont pas de travail ; pour les étrangers, « les pauvres », c'est encore pire. Et lorsque son mari, citant Rocard, dit « qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde », elle renchérit : « On ne peut pas accueillir toute la poubelle du monde. » (ce thème de la France « porte ouverte » et « poubelle du monde » est d'ailleurs évoqué chez d'autres interlocuteurs). « Les français n'ont déjà pas de travail. Et puis avec cette Europe... » Mais quelques minutes auparavant, elle racontait avec plaisir les invitations réciproques avec leurs voisins marocains. Le racisme idéologique semble ainsi avoir peu de répondeurs sur le plan des comportements. Il est frappant de remarquer qu'aucune des personnes interviewées n'évoque de frictions intercommunautaires sur la cité, et que plusieurs ont des rapports assez amicaux avec des voisins qui ne sont pas des « gaulois ». Lorsque sont décrits des rapports agressifs entre groupes sociaux, ce sont exclusivement les jeunes qui sont visés, et le terme ne peut pour l'instant pas être considéré comme synonyme d'arabes, à l'inverse de ce qui est parfois le cas dans d'autres villes populaires.

Le vote frontiste, amorce d'une affiliation protestataire ?

En sus du racisme, qui est d'ailleurs loin de constituer son apanage, c'est un double sentiment de distance par rapport à la classe politique et d'angoisse par rapport à la violence sociale qui fait l'unité de l'électorat frontiste. La municipalité communiste est considérée comme l'échelon inférieur d'un État injuste et impuissant, et non comme un contre-pouvoir ou un recours face à l'État central. Une retraitée affirme qu'il n'y a pas de différence entre les

politiciens locaux et nationaux ; ce qui compte, c'est que « eux », « ils ont du fric, nous pas ». Un autre électeur frontiste, plus violent, ajoute à propos de l'alternance : « C'est un panier de crabes. Ceux qui sont au-dessus vont dessous, et vice versa. C'est les mêmes. » Un jeune couple ouvrier lâche avec mépris : « Pf... C'est tous les mêmes [...] ils promettent beaucoup de choses mais s'ils étaient au pouvoir, on sait pas s'ils tiendraient leur parole », et s'insurge peu après contre une punition collective infligée aux habitants par l'Office (celui-ci aurait annoncé par affiche qu'il attendrait plusieurs jours avant de réparer un ascenseur endommagé par des jeunes) : « Ils nous punissent ! Ils disent "ça a été cassé par quelqu'un, ça a été fait volontairement", ils nous punissent, deux trois jours comme ça sans ascenseur [...] Comme si nous, les habitants, on allait s'amuser à aller casser l'ascenseur pour que, quand on rentre du boulot, on doive monter à pied. »

Considérant que les institutions et les partis traditionnels ne sont d'aucun secours par rapport à la violence sociale qui les frappe, ces habitants, plongés dans un mode de précarité généralisée, expriment une angoisse parfois difficilement supportable devant des situations qui semblent objectivement sans issue. Une jeune électricienne frontiste très précarisée confie : « J'ai l'impression que je vais descendre et je m'enfoncé. » La retraitée déjà citée déclare : « D'ici peu, il y aura des heureux et des malheureux [...] des esclaves. Ah oui, ça va revenir. ». Elle avoue avoir peur pour ses petits-enfants : « S'ils apprennent à l'école, il y aura toujours du bon, mais ceux qui n'apprendront rien seront des esclaves. » Une jeune femme ajoute : « c'est vrai que plus ça va, au lieu de progresser, d'aller vers l'avenir, ça va à l'envers. » La jeune secrétaire confirme : « Les gens qu'ont pas les moyens, les étrangers, quand on sait pas où les mettre : ça y est, c'est Saint-Denis. Parce que Saint-Denis, on nous voit comme des moins que rien, donc on les installe ici, ce qui fait que nous on n'a plus de place. Ce qui fait que quand on a besoin de quelque chose, on est rejeté. » Et lorsque son fils, un adolescent, est emmené au poste pour vol, elle réussit à s'arranger à l'amiable avec le commissaire mais lui demande d'être un peu sévère et de lui faire peur, pour tenter de conjurer une entrée durable dans le monde des pratiques illégales. Le sentiment de décadence, l'impression de figurer au moins potentiellement parmi les perdants que l'histoire laisse au bord de la route, s'exprime avec encore plus de force encore sur la question des enfants. Une autre électricienne frontiste constate amèrement : « je me dis, c'est pas possible, je mets mon enfant dans la jungle », ajoutant que son fils a rompu avec celui qui était son copain depuis la primaire lorsqu'il est devenu « un petit dealer ». Une troisième s'écrie à la fin de l'entretien : « Moi, je souhaite que mes gamins ils grandissent mais comme des enfants. Pas pour qu'on leur matraque le parcours en leur disant : "Voilà, t'es dans une cité, tu zones avec les autres, et c'est ça la vie". » Une jeune femme au chômage s'écrie qu'au niveau du collège « tout va mal ; il y a du racket, il y a tout ce qu'on veut. » L'institution scolaire cristallise le sentiment de déclassement et les rivalités internes aux classes populaires, parce qu'elle conditionne le devenir des enfants et donc la façon dont les parents vivent leur trajectoire sociale et se projettent dans le futur³⁰. La sensation unanime est que les enfants, en fréquentant l'école du quartier, s'engagent dans une voie périlleuse. L'absence d'alternative à cette situation provoque des sentiments qui oscillent entre la rage et le désespoir.

Bilan et perspectives

Ce tableau conduit à s'interroger sur les ressorts du vote frontiste dans une cité comme Allende. Plusieurs éléments se dégagent. Le premier est que ce vote se nourrit fondamentalement d'une double dynamique de désaffiliation, à la société salariale et à la ville ouvrière. Sur un territoire comme Saint-Denis, la précarisation massive du salariat constitue le

³⁰ S. Baux, M. Pialoux, Retour sur la condition ouvrière, Fayard, Paris, 1999.

terreau sur lequel peuvent se développer des frustrations et des angoisses favorables à l'émergence d'un vote protestataire d'extrême-droite. La violence sociale qui s'exerce sur ces populations est d'une grande brutalité, comme le savent d'ailleurs tous ceux — assistants sociales, enseignants, animateurs ou éducateurs, policiers et chauffeurs de bus — qui, sur le terrain, doivent gérer au quotidien les problèmes « d'insertion » d'individus dont les chances objectives d'arriver à une situation « confortable » sont très faibles. Tout faux pas risque de mener à une voie de garage dans laquelle la sécurité sociale qu'assurait la société salariale disparaît à vie, et l'échec scolaire plus ou moins visible qui frappe massivement la jeunesse de ces quartiers n'est que l'élément le plus sensible d'un contexte global. Or, l'affiliation que procurait la ville rouge relève elle aussi du passé. Le communisme municipal constituait à la fois une structure matérielle permettant l'organisation de pans entiers de la vie des habitants dans une « contre société » (avec les solidarités et la sécurité qui en étaient les corollaires) et une source d'identification symbolique permettant d'affronter les misères du quotidien en se revendiquant d'une « communauté imaginée³¹ » qui donnait sens aux contradictions du présent et était censée préfigurer un autre avenir. Les embryons de réaffiliation politique promus par la municipalité autour de la démarche participative sont pour l'instant trop partiels et socialement trop exclusifs pour prendre la relève. La force du FN, c'est de surfer sur les sentiments protestataires, de leur donner un « sens », c'est-à-dire une certaine cohérence idéologique, de pousser vers une affiliation différente, vers d'autres vecteurs d'identification. Le slogan « Le français, il en a marre ! », qui revient dans plusieurs bouches, est ainsi une manière bien particulière de définir les victimes (les nationaux) et, en creux, les responsables (les étrangers et les français pas comme les autres que sont les responsables politiques). Faute d'échapper dans la réalité à la stigmatisation sociale, il faut se différencier symboliquement de celles et ceux qui semblent être les cibles privilégiées de cette stigmatisation en s'identifiant à une « communauté imaginée » dont ils sont exclus.

Faut-il aller au-delà et postuler que le Front National donnerait forme politique à l'expérience sociale d'habitants confrontés aux difficultés quotidiennes d'une cohabitation interethnique dans des quartiers pauvres et connaissant des problèmes croissants d'insécurité ? Notre enquête tend à montrer que non. Dans un quartier comme Allende, il n'y a pas à proprement parler de problème de cohabitation interethnique, il n'y a aucun « seuil de tolérance » qui serait dépassé ou menacé de l'être. De même, si les « incivilités » quotidiennes sont souvent exaspérantes pour ceux qui en sont les victimes, elles sont loin de constituer une base objective pour un sentiment d'insécurité qui prend de façon décisive sa source dans l'insécurité socio-économique. Certes, les réponses au sondage semblent indiquer que les électeurs frontistes partagent l'idéologie autoritaire et xénophobe du FN³². Cependant, les entretiens incitent à nuancer fortement le tableau d'individus en symbiose avec l'idéologie du parti pour lequel ils votent. Si les thèmes xénophobes et répressifs sont très largement répandus dans cet électorat, cela ne signifie par pour autant que nous serions en présence quasi exclusive de « personnalités autoritaires »³³. Pour prendre un exemple supplémentaire, les positions de ces électeurs sur l'éducation sont très partagées et nombre d'entre eux sont plutôt libéraux sur ce point. L'idéologie raciste et sécuritaire dont l'influence est allée grandissant durant des années est une création populiste de certaines élites politiques, et non la reprise par celles-ci d'un sentiment spontané venu « d'en bas ». Le FN n'est d'ailleurs pas seul en cause dans ces développements. La sécurité que procurait la double affiliation à la

³¹ B. Anderson, *Les communautés imaginées*, Paris, La Découverte, xxxx.

³² C'est ainsi qu'ils se prononcent nettement plus que les autres sondés contre le port du foulard islamique ou le droit des musulmans français à avoir des mosquées ; qu'ils sont quasi unanimes à être fiers d'être français, à dire qu'il y a trop d'immigrés, qu'on n'est plus chez soi comme avant et qu'il faut que la police intervienne davantage...

³³ Th. W. Adorno et alii, *The Authoritarian Personality*, New York, Norton, 1969.

société salariale et à la ville ouvrière n'était pas exempte d'ambivalences qui prennent un relief singulier lorsque cette sécurité se défait. L'idéologie raciste a des racines diversifiées : elle s'appuie dans une certaine mesure sur les ambiguïtés d'un État « national-social³⁴ » ayant toujours déjà pratiqué certaines formes de « préférence nationale », et sur le passé nationaliste d'un PCF qui n'hésitait pas dans les années soixante-dix à placarder le slogan « Produisons français » sur les murs. Dans les deux dernières décennies, le jeu cynique d'une majorité du monde politique sur les thèmes xénophobes et sécuritaires, commodes palliatifs à une action affrontant les problèmes structurels, a contribué à répandre et à légitimer des discours et des comportements qui restaient auparavant cantonnés dans les marges.

S'il y avait une véritable affiliation au frontisme, les « sociétaires » n'auraient guère leur mot à dire dans une structure autoritaire dont les dirigeants, à la différence du PCF stalinien d'autrefois, ne partagent même pas la condition sociale et la culture de leurs électeurs. La prise en compte par le FN des représentations de sa base se réduirait pour l'essentiel à son tournant « social », consécutif au déplacement de son électorat « de Passy à Barbès »³⁵. Le national-populisme illustrerait assez bien les thèses les plus « désenchantées » sur la politique conçue comme manipulation des profanes par des élites en compétition pour le pouvoir. La limite de l'influence frontiste à Allende est cependant que cette contre-affiliation est dessinée seulement en pointillé, qu'elle manque de solidité et que le FN est considéré de manière ambivalente par les électeurs qui votent pour lui — en témoigne ce jeune ouvrier qui affirme que si le parti qui a ses préférences prenait le pouvoir, il devrait se ranger et faire comme les autres, faute de quoi cela déclencherait une guerre civile... L'absence d'un militantisme de terrain d'extrême droite pèse incontestablement dans ces limites. Il n'y a guère de comparaison sur ce plan avec le réseau militant que décrivait Anne Tristan dans les quartiers Nord de Marseille³⁶. Saint-Denis n'est pas Vitrolles, et rien n'indique qu'elle pourrait le devenir dans les années qui viennent. La scission du FN ne fait sur ce plan que renforcer une difficulté structurelle. Dans le contexte dionysien, le Front National n'est pas le vecteur d'une véritable contre-affiliation politique et l'adhésion électorale dont il bénéficie reste fragile.

Dans le nouveau contexte politique marqué par l'éclatement du FN et l'affaiblissement de la place des thématiques xénophobes dans le discours politique, une série de problèmes structurels qui avaient favorisé l'émergence du vote frontiste demeurent cependant — à commencer par la précarisation de la société salariale et le gouffre entre élites politiques et classes populaires. Les entretiens avec les électeurs frontistes font ressortir qu'il peut s'agir de Monsieur ou Madame tout le monde : un ouvrier menacé par la précarisation du statut salarial, dégoûté par une classe politique cynique, vivant simplement un peu plus mal que la moyenne son quartier, porté à exprimer plus ouvertement des préjugés racistes (au reste fort répandus, y compris chez les électeurs de gauche) et pour qui les tabous sur cette question ou sur celle du fascisme ne jouent plus ou ont du moins perdu de sa force. Un Monsieur ou une Madame tout le monde « gaulois », devrait-on cependant préciser, car si le racisme n'est pas l'apanage des « français de souche », le vote frontiste l'est quasiment³⁷. En dehors de ce facteur, il faudrait sans doute recourir à des analyses biographiques serrées pour expliquer pourquoi telle personne peut succomber à l'attraction du national-populisme tandis que telle autre y résiste.

³⁴ E. Balibar, *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte, 1992.

³⁵ Selon le titre imagé N. Mayer in N. Mayer, P. Perrineau, *Le Front National à découvert*, xxxx.

³⁶ A. Tristan, *Au front*, xxxx

³⁷ 35 ou 40% des électeurs votaient FN au second tour. Les personnes issues de l'immigration ou des DOM-TOM composent environ la moitié de la population du quartier, et le vote frontiste (qui séduit cependant certains antillais ou certaines personnes originaires d'Europe de l'Est ou du Sud) est faible dans ces couches. Même en nuancant ces données par le fait que beaucoup de personnes d'origine immigrée ne votent pas (parce qu'elles n'ont pas la nationalité française, qu'elles ne sont pas inscrites sur les listes électorales ou qu'elles s'abstiennent), on peut imaginer l'importance du pourcentage obtenu par le FN chez les « français de souche. »

En tout état de cause, si les partis issus de la scission du Front National sont aujourd'hui en perte de vitesse, d'autres candidats — à droite comme à gauche — pourraient se présenter pour manipuler les frustrations et la rage cumulées et les canaliser derechef sur les « étrangers » ou les « sauvageons ». Dans des contextes où la structuration communautaire pèserait davantage qu'à Saint-Denis, une telle situation pourrait parallèlement nourrir dans des groupes issus de l'immigration des tentations de repli communautariste.

Au total, les processus de réaffiliation politique sur le quartier Allende restent donc très éclatés et encore à l'état d'ébauche. Le plus marqué est celui qui se structure autour de la démarche participative et touche à travers elle le réseau associatif. Un groupe spécifique de couches moyennes salariées (présentes en particulier dans le centre mais aussi, de façon plus discrète, dans les quartiers périphériques) se retrouve dans l'image d'une ville « dynamique » et ouverte à une certaine démocratie participative. Au-delà, plusieurs scénarios sont ouverts dans des communes comme Saint-Denis, qui dépendent à la fois des dynamiques locales et nationales. Le premier est celui du repli populiste ou clientéliste sur fond de pourrissement de la situation politique. Cette voie est bien sûr celle qui serait la plus favorable au développement du vote frontiste (ou, plus largement, national-populiste). C'est par exemple celle de quelques municipalités communistes arc-boutées sur la défense de la ville ouvrière ou incapables d'affronter les défis actuels, et pourrait notamment être suivie dans une commune comme Aubervilliers. Elle est peu probable à Saint-Denis. Sous la direction des deux derniers maires, l'équipe municipale s'est résolument éloignée des orientations communistes traditionnelles et a pris des initiatives dynamiques. À travers la taxe professionnelle et le nouveau développement de la Plaine Saint-Denis, la commune bénéficie de certains moyens (Saint-Denis est une ville de pauvres mais n'est pas une ville pauvre). Elle n'est pas en crise politique et n'a rien d'une « cité à la dérive ».

Le second scénario est celui du *statu quo*. Ayant pour condition une gestion municipale à peu près saine, sa réussite pourrait être favorisée par la reprise économique ou les flux financiers liés à la politique de la ville et, sur le plan politique, par la crise du FN et de la droite classique. La désaffiliation sociale et politique pourrait perdurer à un niveau élevé sans que la situation ne débouche sur la cristallisation de contre-affiliations protestataires. Un tel cas de figure est loin d'être improbable, à Saint-Denis et ailleurs. Notons simplement que l'enkystement d'un nombre important d'individus dans la précarité économique, dans des situations de discrimination sociale et ethnique ou dans une culture basée sur les activités informelles ou illégales rendrait l'équilibre fragile et l'émeute urbaine toujours possible (Saint-Denis n'est d'ailleurs pas passé bien loin d'un tel scénario « banal » lorsque la cité des Francs Moisisins s'est à demi embrasée il y a deux ans).

Le troisième scénario est celui de la gentrification sociale et politique, les couches moyennes et supérieures « s'emparant » de la ville et rejetant à sa périphérie les classes les plus populaires, tenues en tutelle et plus ou moins assistées. Dans un tel cadre, le vote frontiste pourrait perdurer à un niveau non négligeable. Un tel processus n'a eu lieu à Saint-Denis qu'à une échelle assez réduite. La politique de gentrification conduite dans le centre est restée contrôlée et reste sans commune mesure avec les basculements sociaux opérés par certaines villes de la banlieue ouest³⁸. Depuis plusieurs années, la municipalité hésite certes devant des choix politiques survalorisant les couches moyennes du salariat, mais il n'est guère probable que ce processus prenne la forme d'une véritable rupture avec les couches populaires, du fait des passerelles que la municipalité a su maintenir. Plus improbable encore serait un basculement sociopolitique qui verrait la ville changer de couleur.

Le dernier scénario, le moins favorable sans doute pour le national-populisme, est celui de la constitution d'une ville « populaire, solidaire et dynamique », selon l'expression du

³⁸ Cf. La contribution de M.H. Bacqué et S. Fol dans le présent recueil.

programme d'action de la gauche aux dernières municipales. Dans cette perspective se reconstruiraient des formes d'affiliation plus larges, permettant à la population de quartiers comme Allende de s'intégrer autrement qu'à la marge dans la vie politique dionysienne. Sur des points symboliques importants (du rap au Grand Stade en passant par la dépénalisation du cannabis, la délinquance des mineurs ou la régularisation des sans-papiers), Patrick Braouezec a pris des positions en pointe susceptibles, à terme, d'entrer en résonance avec l'expérience et la culture des jeunes et des couches populaires issues de l'émigration. Une telle dynamique pourrait même être en mesure de polariser une partie des électeurs aujourd'hui influencés par le vote frontiste, du fait des ambivalences de ce milieu. Un véritable bloc social et politique entre les couches moyennes salariées impliquées dans l'espace public local et les couches plus populaires pourrait-il à terme permettre une réaffiliation politique plus massive ? Cela impliquerait d'aller au-delà des proclamations symboliques. La ville devrait notamment procéder à un rééquilibrage des investissements financiers et matériels entre le centre ville et les quartiers périphériques, et ouvrir plus largement les responsabilités politiques, notamment aux jeunes des cités et aux personnes issues de l'immigration.